

Pandémie et anti-germanisme

Les tenants de l'anti-germanisme et les adversaires de l'Europe « allemande » sont toujours en embuscade. Toutes les occasions sont bonnes à prendre pour afficher leur « vérité ». C'est ce qu'ils ont récemment fait par rapport à l'actuelle pandémie. Dire en 2020 que l'Europe est « toujours » dirigée d'une main de fer par l'État allemand, dans le seul intérêt de l'Allemagne est une contrevérité. Et d'annoncer la mort de l'Europe.

L'Allemagne est vaccinée contre toute velléité de domination politique du continent. Elle sait mieux que quiconque ce que veut dire être dirigé d'une main de fer. C'est la raison pour laquelle les pouvoirs de Madame Merkel, comparés à ceux de Monsieur Macron, sont infiniment plus limités par le Bundestag. L'Allemagne de l'après IIe Guerre mondiale est probablement un modèle de démocratie. Il suffit de comparer le fonctionnement des partis politiques, des syndicats, du patronat, des médias. Par contre, l'industrie allemande assume pleinement une certaine domination économique européenne, voire mondiale, dans les secteurs industriels où l'Allemagne est en pointe. La France aussi est libre de valoriser ses potentialités. Elle le fait trop peu. Nous le regrettons...

Au niveau européen l'Allemagne seule ne peut rien imposer aux autres États membres. Les règles convenues démocratiquement par les États au sein des institutions européennes constituent un cadre accepté par tous qui évite qu'un État, quel qu'il soit, puisse dominer les autres. Au contraire, chaque État est sous le regard et le contrôle des autres. Il doit loyalement veiller au respect des décisions prises en commun. Par exemple, si le marché est unique, si la monnaie est unique, pour ne citer que ces deux aspects, ils deviennent d'intérêt commun avec des règles à respecter qui ne peuvent être que communes.

Il faut bien comprendre que les Allemands, dont les finances publiques ne sont pas à l'équilibre par hasard, ne sont pas - par principe - contre la solidarité européenne. Mais la monnaie étant d'intérêt commun, ils sont contre une solidarité sans contreparties. Pas d'euro bonds, pas de mutualisation des dettes cumulées de chaque État sans effort vérifiable des pays les plus endettés pour

prendre des mesures structurelles afin de réduire leurs déficits, diminuer leur dette, et lutter contre toutes les formes de corruption qui gangrènent leur société. Les Allemands, les Néerlandais, les Autrichiens et quelques autres considèrent même que les pays surendettés devraient être mis sous « tutelle budgétaire ».

Cette attitude un peu rigide n'a pas empêché les États de l'Eurogroupe d'afficher au forceps un sursaut de solidarité la semaine dernière pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire exceptionnelle engendrée par le coronavirus. Au demeurant connaît-on une banque qui vous prête 20 000 euros pour l'achat d'une voiture ou 200 000 euros pour l'achat d'un appartement sans exiger de garanties ?

Annoncer la mort du projet européen, c'est aller un peu vite en besogne. Heureusement, car cela serait pire que le coronavirus. Qui d'autre le sait mieux que nous, les Alsaciens !

La construction européenne a toujours progressé dans les périodes de crise. Tout comme la crise sanitaire actuelle peut aider nos sociétés à se concentrer sur les vraies priorités climatiques, environnementales, sociales pour lesquelles nous militons. L'élargissement progressif de l'Union de 6 à 27 États membres fait qu'il y a 27 opinions sur chaque sujet. C'est une difficulté, mais pas un obstacle insurmontable. Les Européens doivent apprendre à vivre dans un ensemble complexe, multilingue, multiculturel, multi religieux... comparable à ce que vivent déjà les Chinois, les Américains, les Russes ou les Indiens. Les institutions sont solides. Les décisions à la majorité qualifiée sont presque la règle. Nous avons confiance dans la jeunesse de notre continent pour peu que les systèmes d'éducation nationaux acceptent de revoir les programmes scolaires dans une perspective plus européenne en matière de sciences, d'histoire, de géographie, de littérature, d'art, etc.

Si l'on devait dire quel a été jusqu'ici l'apport principal de l'UE, nous dirions sans hésiter « la stabilité » du continent. L'entrée dans l'Union de la Grèce en 1981, de l'Espagne et du Portugal en 1986, de l'Allemagne de l'Est en 1990 et des pays d'Europe centrale et orientale en 2004 n'a pu se faire que parce tous ces pays ont accepté de tourner le dos aux régimes autoritaires de droite ou de gauche pour partager les règles du jeu de la démocratie, et de l'économie de marché. Mais aussi parce qu'ils ont abandonné toute revendication territoriale par rapport à leurs voisins. Nous savons que des partis extrémistes, nationalistes sont à l'œuvre un peu partout. C'est un danger réel qu'il faut combattre. Il n'y a pas d'alternative à une Europe démocratique, car le nationalisme c'est la guerre, tôt ou tard. Il faut aider les Polonais, les Hongrois et les Tchèques à se débarrasser du mirage nationaliste, d'autant qu'ils sont les grands bénéficiaires de la solidarité européenne qui a changé leurs conditions de vie.

Nous partageons aussi l'opinion suivant laquelle un marché mondial « dérégulé » conduit à une mondialisation « sauvage » des échanges commerciaux et à des délocalisations massives. Cela ne concerne pas de la même manière le marché intérieur européen qui fait l'objet de règles nombreuses et précises.

Cette situation est le résultat de la mise à l'écart de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) voulue par les États-Unis et la Chine, mais aussi d'autres pays. Cela a entraîné des conditions d'échange totalement inégales entre l'Europe et de nombreux pays du monde, puisque le coût de production dans ces pays ne tient pas compte de trois facteurs à l'origine d'une concurrence véritablement déloyale :

- absence de prise en compte dans ces pays de la protection de l'environnement,
- absence de protection sociale progressive dans ces pays
- manipulation de la valeur des monnaies locales par leur banque centrale.

Cette situation déplorable est aussi le reflet des intérêts d'une Europe divisée. Elle est à l'origine des délocalisations de l'Europe vers les pays émergents (masques produits en Chine), donc d'une dépendance stratégique. Elle alimente les exigences du patronat européen pour diminuer la protection sociale dans nos pays et limiter les mesures de protection de l'environnement.

Nous sommes contre cet ultralibéralisme qui ne tient compte que des intérêts des actionnaires. Nous sommes également contre le capitalisme d'État à la chinoise qui n'est finalement rien d'autre que l'expression d'un nationalisme économique faisant toujours prévaloir la raison d'État, même s'il a sorti de la misère des millions de Chinois.

Pour autant, nous ne sommes pas « fans » de l'économie planifiée à la soviétique dont nous avons pu mesurer sur place pendant l'ère Brejnévienne, dans les années 80, son incapacité à satisfaire les besoins les plus élémentaires de ses citoyens. Nous penchons plutôt pour une version moderne de l'économie sociale de marché durable la « *Nachhaltige Soziale Marktwirtschaft* » (mise en œuvre par Ludwig Erhard dans les années 60), économie sociale révisée pour tenir compte notamment des exigences environnementales et climatiques.

Jean-Pierre BERG, vice-président

ica.2010@orange.fr
www.ica2010.fr